

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/26

9 mars 1998

(98-0910)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 26 FEVRIER 1998

Note du Secrétariat

1. Le Conseil du commerce des services s'est réuni le 26 février 1998; l'ordre du jour de la réunion figure dans l'aérogamme WTO/AIR/773. Aucune question n'a été soulevée au titre des "Autres questions".

A. ACHEVEMENT DE LA VERIFICATION DES LISTES D'ENGAGEMENTS CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS

2. Le Président a rappelé que le Conseil avait tenu une réunion informelle le 30 janvier et le 2 février afin de procéder à la vérification technique des Listes d'engagements et des Listes d'exemptions de l'article II (NPF) issues des négociations sur les services financiers achevées le 12 décembre 1997. A la suite de cette réunion, les délégations concernées avaient apporté des rectifications et des améliorations techniques à leurs listes d'engagements et listes d'exemptions. Les versions révisées de ces documents étaient disponibles dans une compilation datée du 23 février 1998 (job n° 1071). Il existait également un Addendum à cette compilation, qui contenait les listes de l'Afrique du Sud, de Bahreïn, du Nigéria et de la République dominicaine, ainsi qu'un document qui indiquait la modification apportée à la liste d'exemptions NPF de l'Australie. Une communication distincte de la Bolivie contenait une liste améliorée concernant les services financiers. Les délégations de l'Afrique du Sud, du Nigéria et de la République dominicaine avaient apporté certaines modifications à leurs listes qui n'avaient pas été indiquées dans leur intégralité durant la réunion informelle.

3. Le Président a suggéré que le Conseil convienne que le processus de vérification était achevé, et que les Listes d'engagements et Listes d'exemptions NPF, telles qu'elles figuraient dans la compilation datée du 23 février et dans les autres documents dont le Conseil était saisi, constituent les résultats finals des négociations sur les services financiers, et soient donc annexées au Cinquième Protocole annexé à l'AGCS.

4. Le Conseil en est ainsi convenu.

5. Le Président a informé les délégations que le Cinquième Protocole annexé à l'AGCS serait ouvert à l'acceptation à compter du 27 février 1998.

B. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVE PAR LES MINISTRES A LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE SINGAPOUR

6. Le Président a rappelé qu'à la réunion ordinaire qu'il avait tenue, le 26 novembre 1997, le Conseil avait procédé à un examen préliminaire des deux notes établies par le Secrétariat et intitulées "Effets économiques de la libéralisation du secteur des services" (S/C/W/26) et "Analyse des statistiques sur le commerce des services" (S/C/W/27). Il avait été convenu que ces deux notes devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi. Plusieurs délégations ont fait observer que la note sur les "Effets économiques de la libéralisation du secteur des services" constituait une approche équilibrée de la question et qu'elle constituait une base utile pour l'échange de renseignements. Il a été

suggéré que certaines parties de ce document soient développées dans le cadre des travaux complémentaires qu'appelait l'échange de renseignements. En ce qui concerne la note sur les statistiques, des délégations ont dit qu'il serait utile que le Secrétariat étudie les statistiques existantes sur l'investissement étranger direct ainsi que toutes les statistiques sur l'emploi et les migrations qu'il était possible d'obtenir.

7. Deux délégations ont dit que 1997 avait été une année importante et fructueuse pour le Conseil, mais qu'il restait encore beaucoup à faire dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne le programme de travail au titre de l'article VI:4, l'échange de renseignements et les lignes directrices pour la prochaine série de négociations. Il a généralement été estimé qu'un processus structuré était nécessaire pour l'échange de renseignements et que cette question devrait faire l'objet de consultations informelles avant la réunion formelle suivante du Conseil.

8. Le Conseil a pris note des déclarations faites par les délégations et est convenu de revenir sur cette question dans le cadre de consultations informelles.

C. COMMUNICATION DES LISTES D'ENGAGEMENTS CONCERNANT LES TELECOMMUNICATIONS DE BASE

9. Le Président a appelé l'attention sur les documents S/C/W/34 et S/C/W/35 qui contiennent les projets de Listes d'engagements concernant les télécommunications de base de Chypre et de la Barbade, respectivement. Il a rappelé que ces deux listes avaient été soumises à la procédure ordinaire de certification et qu'étant donné qu'aucune objection n'avait été formulée par les délégations, les listes étaient réputées approuvées. La procédure s'était achevée le 30 janvier 1998 pour Chypre et le 20 février 1998 pour la Barbade, et les Listes avaient été publiées sous leur forme finale. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note de ces deux nouvelles Listes.

10. Le Conseil a pris note de ces Listes.

D. NOTIFICATIONS AU CONSEIL AU TITRE DE L'ARTICLE III:3 DE L'AGCS

11. Le Président a rappelé que le paragraphe 3 de l'article III de l'AGCS imposait aux Membres l'obligation de notifier, au moins chaque année, toutes les modifications de leurs lois et réglementations qui affectaient notablement le commerce des services visés par les engagements spécifiques qu'ils avaient souscrits. Le Conseil avait reçu les notifications suivantes, présentées conformément à cette disposition:

- Communication de l'Uruguay (S/C/N/54);
- Communication de la Pologne (S/C/N/56);
- Communication de la Pologne (S/C/N/57);
- Communication du Japon (S/C/N/58);
- Communication du Japon (S/C/N/59);
- Communication du Japon (S/C/N/60);
- Communication du Japon (S/C/N/61);
- Communication du Japon (S/C/N/62);
- Communication de la Norvège (S/C/N/63);
- Communication de la Norvège (S/C/N/64).

12. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note de ces notifications.

13. Le Conseil a pris note de ces notifications.

E. NOTIFICATIONS AU CONSEIL AU TITRE DE L'ARTICLE VII:4 DE L'AGCS

14. Le Président a rappelé que le paragraphe 4 de l'article VII de l'AGCS contient certaines obligations de notification concernant les mesures et accords de reconnaissance. Le Conseil avait reçu les notifications suivantes présentées conformément à cette disposition:

- Communication des Communautés européennes et de leurs Etats membres (S/C/N/43);
- Communication du Venezuela (S/C/N/44);
- Communication du Venezuela (S/C/N/45);
- Communication du Venezuela (S/C/N/46);
- Communication du Venezuela (S/C/N/47).

15. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note de ces notifications.

16. Le Conseil a pris note de ces notifications.

F. COOPERATION ENTRE L'UNION INTERNATIONALE DES
TELECOMMUNICATIONS ET L'OMC

17. Le Président a dit qu'à la dernière réunion ordinaire du Conseil du 26 novembre 1997, le Secrétariat avait présenté une note reproduite sous la cote S/C/W/30, et intitulée "Coopération entre l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'OMC". Durant l'examen de ce document, les participants avaient fait part de leurs premières réactions et le Secrétariat avait été invité à fournir des renseignements complémentaires sur la question. Le Secrétariat avait donc élaboré un Addendum à cette note, qui figurait dans le document S/C/W/30/Add.1. Un représentant du Secrétariat a présenté ce document. Il a expliqué que c'était l'UIT qui avait lancé l'idée d'un accord de coopération et qu'étant donné que la charge de travail avait été importante en 1997, le Conseil et le Secrétariat n'avaient pas donné de réponse définitive. Il appartenait aujourd'hui aux Membres de réagir à l'initiative de l'UIT. Certaines délégations ont dit qu'il pourrait être souhaitable de procéder à des entretiens préliminaires avec l'UIT sur la question d'un accord de coopération, tout particulièrement en ce qui concerne des questions comme la réforme de la réglementation, la coopération sur les questions techniques et un certain échange de renseignements entre les deux organisations, du moment qu'il était clair que cette coopération ne ralentirait pas le rythme de la libéralisation et qu'elle ne porterait pas préjudice à l'indépendance des Membres au sein de l'OMC.

18. Le Président a noté que les participants étaient à première vue favorables à un accord, mais qu'il restait encore un certain nombre d'éléments à clarifier avant d'engager des entretiens avec l'UIT. Il a proposé que le Président organise des consultations informelles sur cette question.

19. Le Conseil a pris note des observations faites et est convenu de revenir sur ce point à une réunion ultérieure.

G. DESIGNATION DES PRESIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES

20. Le Président a informé les participants que, conformément aux Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC, il avait mené des consultations informelles concernant la désignation des présidents des quatre organes subsidiaires du Conseil du commerce des services, à savoir le Comité des engagements spécifiques, alors présidé par M. Mukerji (Inde), le Comité du commerce des services financiers, alors présidé par M. Okubo (Japon), le Groupe de travail des règles de l'AGCS, alors présidé par Mme Courtney (Australie) et le Groupe de travail des services professionnels, alors présidé par M. Williams (Royaume-Uni). Ces consultations n'ayant pas encore abouti, il a suggéré que le Président poursuive ses consultations avec les délégations sur cette

question. Il a aussi suggéré que si aucun résultat n'était obtenu d'ici à la réunion suivante du Groupe de travail des services professionnels, cette réunion soit présidée par l'actuel Président en exercice de ce Groupe.

21. Le Conseil en est ainsi convenu.

I. ENTREE EN FONCTION DU NOUVEAU PRESIDENT

22. Le Président a rappelé que le Conseil avait obtenu des résultats extrêmement importants au cours de l'année écoulée et a remercié les délégations, les Présidents des organes subsidiaires du Conseil et le Secrétariat pour le travail réalisé durant son mandat de Président du Conseil. Celui-ci a adressé ses remerciements à M. l'Ambassadeur Joun Yung Sun (Corée) pour l'excellent travail qu'il a effectué en sa qualité de Président durant l'année écoulée et, par suite du consensus qui s'était dégagé à la réunion du Conseil général du 19 février 1998, a élu par acclamation M. l'Ambassadeur Nobutoshi Akao (Japon) Président.
